

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 28 octobre 2022

Nos réf. : SAU/FDLH/MT n° 22-474

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

société IMPRIMA

8 Rue Antoine Lumière

LA CHAPELLE-SAINT-LUC (10600)

1) Contexte

La société IMPRIMA exploitait à La CHAPELLE-SAINT-LUC une unité d'impression sur matières textiles. Historiquement, l'établissement était autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation n° 87/1247 du 1er avril 1987 à exploiter un atelier de teinture et d'impression de matières textiles. Suite à une réduction d'activité et en particulier à l'arrêt de l'activité de teinture, l'établissement ne relevait plus que du régime de la déclaration au titre des rubriques n°2330 (impression de matières textiles).

Par jugement en date du 10 mai 2022, le Tribunal de Commerce de Troyes a placé l'établissement en liquidation judiciaire. Le Liquidateur a notifié la cessation d'activité par courrier du 13 juillet 2022. Une visite d'inspection a été organisée le 4 octobre 2022 afin de constater l'avancement de la mise en sécurité du site.

Le présent rapport rend compte de cette visite.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement ayant subi le sinistre sont les suivantes :

- Société IMPRIMA
- 8 rue Antoine Lumière - 10600 LA CHAPELLE SAINT-LUC
- Code AIOT dans GUN : 0005701962
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité / mise en sécurité du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité / mise en sécurité du site	Article R.512-75-1 IV du Code de l'Environnement	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 4 octobre 2022 a permis constater que le site contient des produits et des déchets liés à l'activité industrielle. Ceux-ci peuvent générer une pollution et doivent être évacués dans des filières autorisées et adaptées. D'autre part, la mise en sécurité du site n'est pas établie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité / mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Article R.512-75-1 IV du Code de l'Environnement
Thème(s) : Cessation d'activité / mise en sécurité du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p>Constat :</p> <p>L'inspection des installations classées du 4 octobre 2022 a permis de constater des produits et des déchets liés à l'activité industrielle sont présents sur le site et dont le mode de stockage n'est pas suffisant. Ceux-ci peuvent générer une nouvelle pollution et doivent être évacués dans des filières autorisées et adaptées.</p> <p>L'exploitant doit transmettre également les éléments permettant de justifier que les énergies sont coupées (Gaz et Électricité (HT)) et que les accès au site sont limités.</p> <p>Enfin l'exploitant doit transmettre, en tenant compte de l'activité historique du site, un plan de surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p>
Type de suites proposées : oui
Proposition de suites : arrêté préfectoral de mise en demeure